



C\_2016\_177

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Habitat, Cohésion Sociale et  
Emploi

L'an deux mille seize, le quinze décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la  
délibération:

**PLH - Signature  
d'une convention  
pour la mise en  
place d'un  
Programme d'Intérêt  
Général (P.I.G.)**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Raymond GRAS pouvoir à Daniel MARIA, Hugues MARTIN pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Fabien MATRAS pouvoir à Alain PARLANTI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Yves BACQUET pouvoir à Georges ROUVIER, Frédéric MARCEL pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine PREMOSELLI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Laure REIG pouvoir à Claude ALEMAGNA, Régis ROUX pouvoir à Thierry PESCE

**ABSENT(S) :**

David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Monsieur Claude PIANETTI

**RAPPORTEUR :** Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : 21 DEC. 2016

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 21 DEC. 2016

Lors de son Conseil communautaire du 12 mai 2010, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a arrêté son projet de PLH, dont l'un des objectifs est la mise en place d'un Programme d'Intérêt Général sur son territoire.

Afin de conduire dans les meilleures conditions le rôle de chef de file ainsi dévolu en la matière habitat, par délibération du 30 juin 2010, le Conseil communautaire a confirmé sa volonté de conclure une convention avec l'Etat, par laquelle celui-ci lui délègue la compétence d'attribution des aides publiques au logement.

Dans ce contexte et afin de compléter l'action en matière de requalification du patrimoine privé, il a été décidé de confier une mission d'étude pré-opérationnelle en vue d'une opération d'amélioration de l'habitat privé sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

L'étude pré-opérationnelle réalisée par le bureau d'étude Urbanis a conclu à la faisabilité d'une Programme d'Intérêt Général (P.I.G.) pour favoriser la réhabilitation des logements privés de la C.A.D, et plusieurs thématiques d'interventions ont été retenues, conformément aux orientations de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), soit :

- La lutte contre la précarité énergétique,
- La lutte contre l'habitat indigne et l'habitat dégradé,
- L'adaptation des logements à la perte d'autonomie et au handicap,
- La lutte contre la vacance en lien avec le conventionnement social.

Le périmètre opérationnel correspond globalement à l'ensemble du territoire de la CAD. avec des secteurs renforcés pour les communes volontaires que sont Ampus, Bargemon, Flayosc, Le Muy, Les Arcs sur Argens, Lorgues, Saint Antonin du Var et Vidauban.

Le P.I.G. aura une durée de 3 ans. Dans ce contexte, des objectifs de logements traités ont pu être calibrés à 235 logements, déclinés comme suit :

- 70 logements « Propriétaires Bailleurs »
  - 90 logements « Propriétaires Occupants »
  - 75 logements traités aux fins d'organisation de copropriétés
- Auxquels se rajouteront 30 logements conventionnés sans travaux.

Le P.I.G. associe l'Anah, le Conseil Régional Provence Alpes Cote d'Azur, les communes volontaires et la CAD, à travers la signature d'une convention (en annexe).

Cette convention définit les objectifs quantitatifs et qualitatifs du P.I.G., le plan d'actions, les engagements réciproques des parties pour la mise en œuvre.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Habitat réunie le 13 décembre 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Président à signer tout acte, et tout document relatif à l'exécution de cette délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 15 décembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



A handwritten signature in black ink, reading "Olivier Audibert-Troin". The signature is written in a cursive style with a large, stylized initial 'O'.

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.